

Le contrôle démocratique de la finance (11 septembre, Nanterre) Jean-Michel Naulot

Pendant plusieurs dizaines d'années le monde anglo-saxon a vécu dans l'idée que la déréglementation de la finance permettrait de doper la croissance. Le résultat a été calamiteux. Aucun dirigeant politique ne soutient plus cette idée. En revanche, nous sommes tombés dans un unanimité dangereux : les dirigeants américains et européens affirment que l'encadrement de la finance est sur la bonne voie. C'est une illusion, voire de la duplicité ou même du mensonge.

1 / Nous sommes aujourd'hui en face d'une hypertrophie de la finance, c'est-à-dire d'un déséquilibre spectaculaire entre la sphère financière et l'économie réelle, pire qu'en 2007-2008. Les indices en sont multiples : abondance des liquidités (multiplication par 7 en 15 ans aux Etats-Unis), des liquidités qui vont s'investir dans les actifs à risque, toujours pas d'interdiction des activités spéculatives des banques ni de « séparation », dérivés à un niveau supérieur à 2007 et échangés à 92% entre acteurs financiers, *hedge funds* à un niveau d'encours record avec des effets de levier parfois spectaculaires (supérieurs à 50), marchés de matières premières entièrement financiarisés (85% des interventions), finance de l'ombre qui commence à bénéficier de l'aléa moral (politiques des banques centrales américaine et britannique), innovation financière accélérée (*trading* à haute fréquence représentant 50% des transactions avec 90% des ordres aussitôt annulés), etc. Ceci ressemble de plus en plus à une dictature des marchés.

2 / Cette toute puissance des marchés est inacceptable pour deux raisons : l'accepter c'est admettre que l'autorité politique n'a plus de marges de manœuvre, la négation même de la démocratie ; l'accepter c'est aller vers une multiplication des crises financières avec un coût de plus en plus exorbitant pour les citoyens. Ce coût, c'est bien sûr l'appel aux contribuables pour aider les banques en difficulté mais c'est surtout : la croissance ralentie, le chômage, la dette publique qui fait un bond en avant (la crise est la vraie raison de l'augmentation de la dette). Nos concitoyens, même s'ils n'ont pas toujours une idée précise des mécanismes de la finance, savent parfaitement que s'ils souffrent aujourd'hui c'est en raison de la crise financière. Ce qu'ils ne savent pas c'est que toutes les conditions sont malheureusement réunies pour qu'éclate une nouvelle crise financière (25 à 33% seulement des réformes effectuées en 6 ans, dettes publiques ET privées élevées, liquidités abondantes). Si une crise survient, les possibilités des politiques budgétaires et monétaires ont été épuisées... La situation pourrait avoir des conséquences dramatiques pour la vie démocratique.

3 / Comment se manifeste cette domination de l'autorité politique par la finance ? Aux Etats-Unis, c'est la démocratie dans son essence qui est atteinte. Nous sommes revenus à un système dans lequel une petite catégorie de la population domine et tire toutes les décisions de la société (« les riches » disait Galbraith à propos de la crise de 29). En Europe, c'est plus subtil mais également très alarmant : le temps pris par les réformes n'est pas celui du débat démocratique comme on le prétend mais le temps des lobbies (aussi bien au Parlement européen qu'au Conseil des ministres) ; signer un compromis ne veut pas dire que l'on fait une réforme (on complexifie pour réduire la portée des dispositions ; se fixer comme contrainte législative que l'on doit réformer sans réduire le volume du business est le plus sûr moyen d'échouer dans la réforme (cf. les « études d'impact » des régulateurs en Europe et aux Etats-Unis). De manière générale, les gouvernements oublient le risque systémique pour défendre leur place financière.

4 / Que faire ?

- Faire de la pédagogie auprès des citoyens et des politiques (la finance n'est pas une matière compliquée).
- Expliquer que 2 à 3 mesures sur chacun des chantiers en cours suffiraient - si elles étaient réellement mises en œuvre - à rétablir un équilibre entre finance et économie réelle. En trois ou quatre ans.
- Revoir la gouvernance internationale : G20, Conseil de Stabilité Financière, Comité de Bâle, Conseil des risques systémiques.
- Accepter l'idée de donner des coups de canif dans le dogme de la liberté de circulation des capitaux.
- Un jour peut-être obtenir la mise sur pied d'un nouveau système monétaire international.

Et dans le court terme, il ne faut pas hésiter à prendre une orientation économique différente de celle qui est considérée comme « la seule politique possible » (par exemple en zone euro). Quelques turbulences des marchés valent mieux qu'une crise de durée indéterminée.

PS : pour information, je publie un très long texte sur le thème « Insuffisance des régulations financières et recul de la gouvernance » dans le Rapport moral sur l'argent dans le monde qui sort en librairie le 16 octobre. Y figurent le détail des 2 ou 3 mesures par chantier (ce que l'on fait et ce que l'on ne fait pas...)